



MÉTHODOLOGIE







	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphoniques avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tool, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains de populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites sur le terrain et ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. D'autres informations sont ensuite recueillies et analysées à partir des outils d'Évaluation Rapide Multisectorielle (ERM). Ce rapport synthétique présente les résultats de l'évaluation menée sur terrain du 21 au 23 décembre 2021.

RÉSUMÉ DE L'ALERTE

Depuis le mois de septembre 2021, des incursions menées par des miliciens Twa sous le commandement du leader LIWA ont été rapportées dans les villages et les carrières d'exploitation artisanale d'or de Kandje, Kasulu, Camp Konkolo, Africa, Genève, Kituku, Matete, Kiburuta, Kirindi, Musuyi, Kowete et Jean-Banza, situés dans le groupement de Kasanga-Mtoa, en chefferie de Tumbwe, territoire de Kalemie, province du Tanganyika. En particulier, durant la période du 21 au 22 novembre 2021, des affrontements intensifiés entre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et les miliciens Twa, dans les villages de Mulenda llunga, Matete, Moket et Mulowa du même territoire et groupement, ont causé des flux importants de déplacements de populations vers les villages de Bimbwi, Seraphin, Djuma Kijundo et Katanga situés dans le groupement de Moni, chefferie de Tumbwe, en territoire de Kalemie. Cette crise prolongée a également causé de lourdes pertes parmi les personnes déplacées, notamment : l'abandon de terres, de récoltes, de pâturages et d'autres biens nécessaires à la survie, tout en occasionnant la séparation de certaines familles. À la suite de la crise, des cas de vols perpétrés par les personnes déplacées pour survivre à la famine et aux conditions de vie pénibles ont également été rapportés ; ces incidents ont provoqué des querelles et des tensions entre la communauté hôte et les personnes déplacées.

DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT

	16 805 INDIVIDUS DÉPLACÉS		7 160 HOMMES DÉPLACÉS
	3 217 MÉNAGES DÉPLACÉS		ATTAQUES DE GROUPES ARMÉS
	8 925 FEMMES DÉPLACÉES		21 Novembre 2021 et qui continue jusqu'à ce jour

DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	TANGANYIKA
TERRITOIRE	KALEMIE
CHEFFERIE	TUMBWE
GROUPEMENT	MONI

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES

1 	2 	3 	4 	5 
ABRI	NOURITURE	AMÉS	MOYENS FINANCIERS	SANTÉ

DONNÉES DÉTAILLÉES DES DÉPLACEMENTS

ZONES ÉVALUÉES	MÉNAGES	INDIVIDUS	HOMMES	FEMMES	< 5 ANS	LOCALISATION
Bimbwi	77	385	170	215	-	-5.7623518, 29.1668454
Seraphin	150	750	350	400	-	25Km, axe Kalemie-Lukwangulo
Djuma kijundo	2716	13580	6030	7550	-	20Km, axe Kalemie-Lukwangulo
Katanga	274	1370	610	760	-	-5.6959154, 29.0918913

OBSERVATIONS & ANALYSES



Des affrontements ayant opposé les FARDC contre des miliciens Twa dans les villages Cités plus haut, ont provoqué une crise humanitaire immédiate avec, comme corollaire, le déplacement d'environ 3 217 ménages, soit 16 085 Individus dénombrés, qui ont trouvé refuge dans les villages supposés sécurisés de Bimbwi, Djuma Kijundo, Seraphin et Katanga dans le groupement de Moni, chefferie de Tumbwe, territoire de Kalemie. Au cours de la crise et avec l'arrivée des personnes déplacées, des familles ont été séparées, la densité démographique s'est amplifiée et la pression sur les ressources disponibles et autres services déjà limités s'est aggravée.



Bien que les conditions d'habitation, qui sont pour la plupart des abris de fortune et sont loin de s'aligner aux standards minimums, la majorité des personnes déplacées est amenée à loger chez des familles d'accueil. De plus, la promiscuité et le partage de la nourriture impactent les relations et la volonté de vivre ensemble entre les personnes déplacées et celles de la communauté hôte. En raison du déficit en logements, certains ménages déplacés, pour se réfugier, sont poussés à construire des abris d'urgence temporaire dans des espaces préalablement attribués par les leaders locaux. Dans tous les cas de figure, les ménages déplacés demeurent extrêmement dépendants de la communauté hôte et cette situation pourrait fragiliser la cohabitation pacifique.



Les informateurs clés rapportent une pénurie en ressources alimentaires. Pour se nourrir, les déplacés sont amenés à effectuer des travaux journaliers contre rémunération et nourriture, notamment dans les champs de la communauté hôte. Les personnes déplacées ont également recours au vol simple et/ou en série pour survivre, accaparant ainsi la majorité des biens de la communauté hôte. Par conséquent, les informateurs clés rapportent une hausse drastique des prix et une réduction de la quantité de biens disponibles sur le marché. Une telle situation compromet la fragile et instable cohabitation pacifique entre les personnes déplacées et la communauté hôte ; les informateurs clés signalent d'ailleurs des rivalités naissantes autour des ressources limitées pouvant exacerber les tensions communautaires. Selon les informateurs clés, les ménages déplacés ont besoin d'une assistance en nature, particulièrement en matériaux de construction, et en espèce. Cette assistance permettrait de faciliter le lancement des activités génératrices de revenu (AGR) et de renforcer l'autonomie financière et la résilience des populations affectées.



Dans les villages affectés de Bimbwi, Seraphin, Djuma Kijundo et Katanga, la quasi-totalité de la population déplacée consomme l'eau des sources non aménagées. Les informateurs clés rapportent un manque et un besoin renforcé en points d'eau. Cette assistance en EHA permettrait à un plus grand nombre d'individus d'accéder à l'eau et de diminuer les risques de maladies hydriques.



Les informateurs clés rapportent un certain nombre d'incidents de protection causés par les déplacements, dont entre autres : la perte de biens ; le manque de ressources et de moyens de subsistance ; le manque d'abris ; l'absence de systèmes de santé ; la quasi-inexistence d'infrastructures scolaires ; la marginalisation et la stigmatisation de certains groupes sociaux ; la séparation d'enfants de leur famille ; et l'insuffisance de certains services. Les informateurs clés signalent aussi des cas d'abus et d'exploitation sexuels parmi les personnes déplacées. La population des villages affectés sont dans le besoin d'une assistance en protection qui permettrait d'éviter certains risques majeurs.



Dans les villages affectés, quelques cas de paludisme, de fièvre typhoïde et de diarrhée ont été signalés parmi les déplacés. Ces cas touchent en majorité les enfants. La prise en charge médicale reste extrêmement limitée et précaire, ainsi, les informateurs clés rapportent que la plupart des victimes d'exploitation sexuelles préfèrent recourir aux soins traditionnels pour réparer leurs lésions corporelles. Les leaders locaux et membres des communautés de personnes déplacées sont particulièrement inquiets de cette situation et plaident, auprès des informateurs clés, pour que les ONG humanitaires placent le besoin en santé comme prioritaire.

CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT

Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration.

Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

